

Paul-François Paoli

**QUAND
LA GAUCHE
AGONISE**



La République des bons sentiments

Quand la gauche agonise

Du même auteur

Malaise de l'Occident, éditions Pierre Guillaume de Roux.

Romans de la Corse, avec Angèle Paoli, éditions du Rocher.

Pour en finir avec l'antiracisme idéologique, éditions François Bourin.

La Tyrannie de la faiblesse, éditions François Bourin.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

2 - La France et la République : deux notions à distinguer

N'en déplaise à Manuel Valls et consorts, la France n'est pas identique à la République. On ne devient pas français parce qu'on adhère aux valeurs républicaines mais parce qu'on désire vivre dans un pays, la France, qui reste un des plus beaux pays du monde et des plus agréables à vivre : voilà ce que ne veulent pas comprendre les idéologues obtus de la « nation civique ». Le chaînon manquant du discours républicain, c'est la France elle-même qui a été reniée par une partie de ces pseudo-élites qui s'étonnent aujourd'hui du peu de respect qu'on lui témoigne chez les nouveaux venus. Alors, comme on ne sait plus parler de la France, de son histoire que l'on ignore ou de sa culture à laquelle on est étranger – ainsi de ces ministres qui ne connaissent rien de la littérature de ce pays et dont la langue est bien souvent approximative – on glose à n'en plus finir sur les « valeurs de la République » qui sont une sorte de bouche-trou de la pensée. Le mot de « républicain » est d'ailleurs un terme à multiples usages. Faut-il rappeler qu'aux États-Unis le parti le plus libéral économiquement et aussi le plus à droite de l'échiquier s'intitule Républicain ?

Ou que Mustapha Kemal, le chef de la Turquie nationaliste et autoritaire qui interdira le port du voile, était un admirateur de la Révolution française ?

Nous donnons ces exemples pour montrer à quel point est contestable l'usage monolithique et virtuellement totalitaire que la gauche fait de ce mot de « républicain ». Pour la gauche, la République n'est plus ce principe qui permet aux gens issus des classes populaires de gravir l'échelle sociale grâce à leur mérite

ou à leur courage mais une valeur transcendante au peuple français que celui-ci n'a pas le droit de contester, à moins de déchoir. Pour la gauche, trop souvent, la République est transcendante à la France et quand la France n'est pas digne de cet idéal, on la renie. Cette perversion de l'universel, car c'en est une, peut engendrer, ni plus ni moins, une forme de francophobie qui est le propre de ceux qui, au nom des « valeurs de la République », stigmatisent les « Français de souche » qui en sont indignes. N'est-ce pas le discours même du « think tank » Terra nova, qui proposait, ni plus ni moins, de remplacer les Français arriérés des classes populaires par des étrangers d'immigration récente, plus ouverts à l'idée de métissage, ainsi que l'a démontré le journaliste du *Nouvel Observateur* Hervé Algalarrondo dans son livre *La Gauche et la préférence immigrée*⁶.

Que le lecteur de ces lignes se rassure, s'il a un doute sur le « républicanisme » de l'auteur. Celui-ci est républicain, mais il n'affuble pas ce terme d'une dimension religieuse ni métaphysique. L'idée républicaine participe de l'identité de la France moderne depuis la Révolution mais « la France », n'est pas réductible, loin s'en faut, à la République, que l'on perçoive celle-ci sous l'angle d'un système de valeurs ou sous l'angle institutionnel.

Faut-il rappeler, une fois encore, que la plus grande figure de la Résistance française après Jean Moulin et Pierre Brossolette, le fameux colonel Rémy, qui fonda le premier et le plus important réseau de renseignement de la France libre, la Confrérie-Notre-Dame (CND), n'était pas républicain, mais monarchiste et catholique, à l'instar du général Leclerc de Hautecloque ? Ces deux héros de la France libre seraient-ils moins français que Maurice Thorez le « républicain », qui partit

se réfugier en URSS en juin 1940, quand son parti réclamait aux Allemands la possibilité de publier *L'Humanité* ? Plus un historien sérieux ne conteste aujourd'hui ce fait : la France résistante des premiers mois n'était pas essentiellement républicaine, ce malgré l'extraordinaire figure de Jean Moulin. Beaucoup de résistants de la première heure étaient catholiques ou royalistes, patriotes de droite proches des Croix de Feu, quelques-uns étaient communistes, de gauche, ou chrétiens, comme Edmond Michelet. Tous ces hommes se sont levés au nom de leur pays envahi, ils ne se sont pas levés d'abord pour la République. Et c'est pourquoi il est abusif de confondre la France et la République qui sont deux entités distinctes, même si elles entretiennent des rapports étroits. Le Provençal Charles Maurras, pour prendre l'exemple d'un anti-républicain fervent, était-il moins français que Jean Moulin, le républicain fervent, amoureux lui aussi de la Provence et de la France ? S'ils aimaient des France inconciliables, ils étaient tout autant français l'un que l'autre et c'est bien là tout le drame. Paul Morand et Jean Giono se moquaient comme d'une guigne des valeurs républicaines. Qui aurait la sottise de prétendre qu'ils n'étaient pas français ?

En somme, et c'est là que nous voulions en venir, le sentiment d'être ou non français est distinct des valeurs républicaines. On peut être républicain sans se sentir français et se sentir français et ne pas être républicain, à l'instar de Lorant Deutsch, l'auteur *d'Hexagone*⁷, par exemple. Ce sont deux ordres de réalité distincts. Je n'ai choisi ni d'être corse, ni d'être français, tandis que je peux ne pas croire à l'égalité ou à la fraternité républicaines, sans cesser d'être français. Être corse, pas plus qu'être français, ne sont des valeurs. Je suis corse parce que mes parents l'étaient, et français, parce que la Corse est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

communisme de l'autre. Ils étaient juifs tous les deux, et courageux physiquement. La tension était indescriptible, car la violence est montée progressivement, au fil des mots. Il se trouve que l'étudiant sioniste était le cousin d'un de mes amis, un garçon chétif et brillant avec qui je m'étais lié pour l'avoir défendu dans la cour de l'école ; je m'étais bagarré pour lui et étais devenu une sorte de « héros » aux yeux de sa famille. J'y étais invité et c'est alors que j'ai découvert ce qu'était le sionisme : une passion à laquelle je ne comprenais rien. « Israël vaincra » : tel était le leitmotiv familial. Ma mère était catholique, mon père mendésiste et républicain et j'allais adhérer peu de temps après aux Jeunesses communistes. Je croyais à l'internationalisme, admirais Che Guevara, Mao et Hô Chi Minh et j'étais même choqué par la présence de drapeaux tricolores dans les manifestations communistes, le drapeau rouge seul ayant grâce à mes yeux. En connaissant les communistes, je me suis rendu compte à quel point l'idéologie est bien souvent le masque de passions indicibles : le goût de la manipulation et du pouvoir notamment. Au fur et à mesure que les idéologies s'effritent, apparaissent les vrais motifs, et parmi ces motifs, l'identité – et le sentiment d'appartenance à un groupe singulier – est un des plus puissants.

Le communisme lui-même n'y put rien changer. Lénine, qui avait des origines juives et allemandes, détestait les Russes, les paysans en particulier, d'être ce qu'ils étaient : russes, paysans et orthodoxes. Comme l'ont montré de nombreux historiens, de Robert Conquest à Stéphane Courtois, la Russie n'était pour lui qu'une matière d'expérimentation révolutionnaire. Moderne et même occidentaliste, il admirait l'Allemagne où la social-démocratie était née et haïssait la Russie au nom de l'universalisme marxiste. Sa haine de la Russie et son internationalisme avaient partie liée.

Nonobstant, les identités nationales n'ont jamais été effacées par le communisme, au contraire. Les Vietnamiens communistes détestaient les grands frères chinois. Les Roumains étaient fiers de résister aux Russes et, en mai 1968, ils acclamèrent de Gaulle venu les y encourager. Et l'on pourrait multiplier les exemples. En somme, l'internationalisme prolétarien, qui fut l'universalisme des marxistes, n'a jamais fonctionné. Ses meilleurs représentants étaient souvent des Juifs, à l'instar de Trotski et de tant d'autres, et ce pour une raison compréhensible : n'ayant pas de patrie à eux, ils ne pouvaient qu'être sensibles à l'idée messianique révolutionnaire incarnée par la patrie soviétique. L'universalisme marxiste était pour eux un refuge, et ce d'autant plus qu'ils avaient été persécutés sous le régime des tsars. Un exemple intéressant, à cet égard, est celui de Markus Wolf, le chef mythique de l'espionnage est-allemand, dirigeant de la Stasi, qui fut formé à Moscou et arriva en Allemagne en 1945 avec l'Armée rouge¹⁴. Cet homme qui avait fui l'Allemagne nazie avec son père communiste avait pour patrie l'URSS. Quand les Allemands libérés du régime communiste le congédièrent après la chute du mur de Berlin, il envisagea d'émigrer en Israël, ce qui en dit long sur la permanence de l'identité juive, même chez un communiste antisioniste. Israël refusa de l'accueillir et Wolf finit sa vie en vagabond. Étonnant destin que celui de cet homme voué au communisme et qui, celui-ci écroulé, a songé à regagner le pays de ces origines les plus lointaines ! Quelle revanche de Barrès sur Marx et Lénine !

N'étant pas communautariste, l'auteur de ces lignes est d'autant plus à l'aise pour soutenir qu'une certaine vision abstraite de la République a sa part de responsabilité dans la communautarisation de la société. Pourquoi ? Parce que la

France des droits de l'homme a vécu sur un oubli en forme de déni : celui de l'identité comme besoin anthropologique. La France républicaine a longtemps minimisé le fait communautaire qu'elle a eu tendance à archaïser. On interdisait à mes parents de parler corse dans la cour de l'école entre les deux guerres. Ce n'est pas un crime, mais ce fut une erreur que nous payons aujourd'hui cher en Corse, notamment par le ressentiment anti-français. Une certaine France a pensé la nation comme une communauté d'individus libres et égaux, sans voir que les individus ont des affiliations qui les conditionnent, en amont. Comme l'écrit François Jullien, à l'aune de la pensée chinoise, l'individu est un « mythe ». Il n'existe pas d'individu qui soit totalement délié de tout groupe particulier. Quant à l'affirmation selon laquelle l'individu serait doté d'une valeur incommensurable, elle est le propre de l'Occident et de lui seul.

Trois exemples de communautarisation politique sont observables en France ces dernières années. C'est parce qu'ils ont été trahis par le régime de Vichy, puis blessés par le discours de De Gaulle en 1967, que certains Juifs ont, dans les années 70, commencé à s'identifier au destin d'Israël. Leur cas est moins spécifique qu'il n'y paraît. On remplace parfois un lien qui apparaît défaillant, ici le lien avec la France, par un autre lien, fût-il en partie imaginaire, car pour beaucoup ces juifs ne souhaitent pas vivre en Israël. Même si les situations historiques sont incomparables, on observe le même genre de phénomène avec certains Corses qui ne jurent que par la Corse. Ici la « petite patrie », ainsi que l'on disait autrefois, a remplacé la « grande nation » historique. Ce n'est pas un hasard si c'est après la mort du général de Gaulle qui donnait aux Corses la fierté d'être français, que certains d'entre eux se sont révélés « nationalistes » ou prétendument tels. Là encore, un lien en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

s'apparente à du racisme à ses yeux, alors que la même revendication venant de Basques, de Corses, de Bretons ou d'Antillais, relève du droit à l'identité. Et pourquoi seules les minorités auraient-elles le droit de cultiver ce droit ?

Si on se promène en Corse, que voit-on écrit sur les murs ? « *Francia de hors, Arabi fora* ». Cela ne vaut pas référendum mais ce n'est pas insignifiant car, pour beaucoup de Corses, la France est devenue méconnaissable. Quand les Corses vont à Paris et à Marseille, ils ne reconnaissent plus la France de leurs grands-parents et s'empressent de rentrer en Corse, où l'on se sent encore « chez soi » ou entre soi. Si Corses, Antillais, Bretons et Bourguignons se refusent à comprendre que ce qui peut éventuellement les rendre solidaires les uns les autres, une culture et une langue communes, vaut la peine de perdurer, alors c'en est fini de la nation. Sur un plan comptable, les Français riches de la région d'Île-de-France, de Bretagne ou de Vendée ont tout à gagner de l'indépendance des Antilles, de la Guyane et de la Corse, sans parler de Mayotte. S'il n'existe plus aucun lien affectif entre la Vendée et la Corse, et ce lien s'appelle la France, à quoi bon quémander la solidarité nationale ?

Notre affirmation est donc la suivante : l'État-nation républicain ne survivra que s'il est en mesure de proclamer le maintien de l'unité culturelle et son primat sur des « valeurs » qui, parce qu'elles ont vocation à l'universel – liberté, égalité, fraternité – ne sauraient suffire à définir la France.

Ce que ne comprennent pas les puristes républicains, c'est que le discours républicain, dissocié de la nation, fabrique des apatrides dans un pays, la France, qui ne sait plus ni qui elle est, ni où elle va. Qu'il soit bien entendu que l'on peut être français et corse, français et antillais, français et kabyle, à condition de s'éprouver français. Être français est aussi une réalité affective sans laquelle la citoyenneté n'a pas de sens.

16. Ce document fait partie d'une série de quatre films intitulée *Les Réseaux de l'extrême* qui fut diffusée sur France 5 en 2013.

17. Cf. notre article du *Figaro* du 9 mai 2015 : « Esclavage, nouvelle offensive contre un historien ».

DEUXIÈME PARTIE

LES FRANÇAIS ONT-ILS DES DROITS SUR LA FRANCE ?

« Il faut contenir l'immigration. Quand j'étais président, je l'ai arrêtée deux fois et personne n'a protesté. Depuis, il y a eu un grand laxisme avec la régularisation de plusieurs centaines de milliers de personnes en situation irrégulière et une espèce de mollesse administrative incompréhensible. Le fait par exemple que des avantages sociaux soient distribués à des personnes qui sont en situation irrégulière est inacceptable¹⁸. »

18. Valéry Giscard d'Estaing, la *Revue des Deux Mondes*, entretien, octobre 2015.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

celui du « peuple juif » à retourner sur sa terre d'origine.

Si l'on admet cette prémisse pour Israël, on ne voit pas pourquoi il lui serait exclusif, car tous les peuples ont le droit de revendiquer un territoire. Aucun État-nation n'est fondé exclusivement sur les droits de l'homme et des citoyens. Tous se réclament d'une légitimité historique, voire mythique, à commencer par l'État-nation américain qui s'est autofondé sur un principe messianique, puisque les États-Unis sont, depuis l'origine, déterminés par un principe religieux qu'exprime notamment l'idée de leur « destinée manifeste ». Autrement dit, ceux qui soutiennent que la France n'a qu'un devoir, celui d'incarner les droits de l'homme, mais qu'Israël a le droit de conserver son caractère national juif sont incohérents, voire malhonnêtes, car c'est ici être malhonnête qu'être incohérent. Si Attali et BHL, par exemple, étaient aussi républicains pour Israël qu'ils le sont pour la France, ils seraient partisans d'un État postnational, ainsi qu'ils le sont en Europe. Pourquoi font-ils, pour Israël, une exception à leur universalisme, si ce n'est que leur relation à l'identité juive est ici plus forte que leurs valeurs universelles proclamées ?

Ils sont universalistes pour la France, « pays d'immigration », mais ne sont pas partisans du droit au retour qui permettrait aux Palestiniens ayant quitté leurs terres en 1948 de rentrer en Israël, au prétexte que c'en serait fini du « caractère juif » d'Israël, car le peuple juif ne serait plus majoritaire.

Insistons sur cette notion de « droit naturel et historique » qui a légitimé une émigration massive de juifs en Palestine, dont beaucoup étaient des rescapés de la Shoah, et a permis la naissance d'Israël en 1948. Certains établissent des comparaisons hasardeuses avec le colonialisme français en Afrique du Nord, même s'il est incontestable que les colons

européens se sont imposés sur un territoire qu'ils ne pouvaient revendiquer comme leur. On pourrait en dire autant des émigrants du nouveau Monde, qui se sont installés dans un pays immense et peu peuplé qui allait devenir les États-Unis, mais qui n'était pas vide pour autant, et on ne voit pas en quoi, si l'on exclut les raisons théologiques et messianiques, ils étaient en « droit » de le faire. Ils se sont octroyé ce droit et ont, de fait, expulsé les Indiens de leurs territoires. Notre propos n'est pas de rouvrir le dossier des crimes de l'expansion européenne ; mais, par ce détour historique, de bien faire ressortir le fait que, justement, un pays comme la France se démarque de ces schémas puisqu'il n'est pas un pays d'émigration. La France a toujours été un pays suffisamment peuplé et organisé politiquement, ce depuis les Gaulois, pour qu'un lien d'appartenance entre une population et un territoire délimité par l'Hexagone soit perceptible.

Ainsi, quand Rome envahit la Gaule pour la « civiliser », la société gauloise avoisinait, selon l'anthropologue et historien Jean-Louis Brunaux²³, 7 à 8 millions d'habitants, dont près d'un million périt et fut exterminé durant la guerre des Gaules. Un phénomène qui relèverait, selon nos critères humanitaires contemporains, d'une forme de génocide. Quant aux invasions barbares qui se sont produites à la fin de l'Empire romain et jusqu'aux incursions vikings du IX^e siècle, elles auraient concerné, selon l'historien de Rome Michel de Jaeghere²⁴, quelques centaines de milliers d'individus, tout au plus.

Où voulons-nous en venir ? À ceci qui nous paraît indubitable. Si la France en tant qu'unité politique est, en effet, une création de l'État, il n'en existait pas moins des

populations, certes diverses – germaniques, ligures, celtes ou latines – mais proches culturellement, si proches même que la question de savoir ce qui distinguait un Celte d'un Germain, qui veut dire cousin, se pose encore aujourd'hui pour les historiens.

Par ailleurs, nul ne conteste le fait qu'un peuple qui s'identifie comme français émerge aux alentours du XV^e siècle, selon l'historienne Colette Beaune, émergence qui se manifeste à travers l'épopée de Jeanne d'Arc, dans la confrontation avec l'Anglais. Ici encore, notre propos n'est pas de nourrir une exaltation identitaire posthume. De même que nous aurions pu, personnellement, être italien si la Corse était restée génoise, nous acceptons fort bien que certains eussent préféré être anglais. Là n'est pas la question. Qu'on le veuille ou non, la France est advenue en se dissociant des Anglais et des Germains. Et c'est ainsi que le peuple français allait devenir une entité politique à travers sa transformation en nation étatique.

Pour être fondée sur la démocratie à partir de la Révolution française, cette nation n'est pas tombée du ciel de la citoyenneté abstraite. Elle provient bien d'un peuple, qui, aussi divisé fût-il par des coutumes et des dialectes distincts, lui préexistait. Il y a donc bien un peuple apparenté à la France qui n'est pas réductible à l'État. Celui-ci va l'unifier et l'homogénéiser culturellement, notamment à travers l'apprentissage de la langue française qui, depuis l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539), est la langue du peuple français. Contrairement à ce que certains imaginent, la Révolution française ne va pas effacer d'un trait de plume les distinctions entre les provinces. Cette unification de la nation sous l'égide de l'État républicain se déroule sur le temps long. Dans son *Histoire des Français venus d'ailleurs, de 1850 à nos jours*²⁵, l'historien Vincent Viet écrit :

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

4 - Islamisation de l'Europe : Houellebecq visionnaire ?

On peut penser ce que l'on veut littérairement parlant du roman de Michel Houellebecq, *Soumission*, qui n'est peut-être pas son meilleur. Mais c'est moins de littérature que de civilisation qu'il sera question ici. Si Houellebecq a une fois de plus mis dans le mille, c'est qu'il a le génie de la situation. Cet homme exceptionnellement doué a compris une chose : il faut prendre le biais de l'ironie et de la fiction pour dire aux Français la vérité de leur époque, laquelle est veule et avachie, à l'instar des personnages de ses romans, mais aussi d'une partie non négligeable de notre classe politique. Les Français aiment que les hommes politiques fassent dans les bons sentiments, mais ils savent que la réalité est autre. Il a fallu des années pour que la gauche, en la personne de Manuel Valls, reconnaisse que la France était en guerre contre « l'islamisme radical », tautologie qui témoigne de l'inhibition sémantique de celui qui utilise cette expression, puisque l'islamisme est, par définition, radical.

Un des ressorts comiques du livre de Houellebecq est que celui-ci ridiculise ces précieuses médiatiques et intellectuelles qui se retrouvent prises à leur propre piège : comment dénoncer les islamistes sans évoquer l'islam ? Les bons sentiments servent à masquer le vide de la pensée ou sa perversion. Il est par exemple absurde de mettre à parité les catholiques de Civitas qui ont pourchassé des Femmes dans la rue et les islamistes. C'est pourtant ce que font Edwy Plenel ou Caroline Fourest depuis tant d'années. Ces idéologues illustrent le prisme de ceux pour qui la religion catholique, fût-elle parfois représentée par des

gens insoutenables, n'est pas plus légitime en France que la coranique. Comme si le fait que la majorité des Français soient baptisés et que le meilleur système éducatif soit, plus que jamais, celui des écoles sous contrat, dont profitent d'ailleurs les élèves musulmans, n'était rien. Ces faits sont mineurs par rapport aux certitudes majeures de ces idéologues. Quand Edwy Plenel écrit un livre de défense des musulmans³², il ne peut guère être crédible aux yeux de ces musulmans pour qui l'athéisme proclamé de l'auteur relève ni plus ni moins d'une forme d'abomination. Ce que ne veulent pas admettre une féministe cathophobe comme Fourest et l'athée pseudo-péguyiste Plenel, c'est à quel point ils sont d'excellents fourriers de l'islamisme. Les islamistes aiment haïr ces libres penseurs qui représentent ce qu'est la France à leurs yeux, pays colonisé par un libertarisme qui relativise tout ce qui peut encore avoir une quelconque valeur symbolique transcendante, à commencer par la religion.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le succès de *Soumission*. L'islam apparaît, dans ce livre qui décrit la France comme un grand corps malade, sous la figure d'une identité solide et forte. Vision évidemment fautive – profondément divisé, l'islam est depuis toujours en guerre contre lui-même – mais efficace auprès des jeunes incultes auquel ce discours s'adresse. Dans son roman, la France est une vieille femme qui prend ses airs de chochette face à l'homme musulman qu'elle prie de se civiliser. Une fois la Fraternité musulmane parvenue au pouvoir, celle-ci demande à F. Bayrou, devenu Premier ministre, de faire des discours consensuels en usage chez les chrétiens de gauche, ces merveilleux supplétifs de l'islam. Si la situation n'est pas crédible politiquement, elle est vraie psychologiquement car ces chrétiens supplétifs ont toujours existé, ils existaient déjà à

l'époque où certains d'entre eux soutenaient le FLN, à l'instar de l'universitaire catholique André Mandouze³³. En fin de compte, ce que fait ressortir M. Houellebecq dans son livre est que les musulmans politiques ne respectent que ceux qui leur font face et ceux qui se convertissent, ils méprisent les supplétifs. Or, qui fait face aujourd'hui au défi que représente l'islam ? Faire face veut dire : respecter les musulmans et leurs symboles, en somme l'inverse de l'esprit Charlie, tout en refusant un communautarisme musulman qui considère que, là où sont les musulmans, nous sommes en terre d'Islam. Or, seule l'affirmation d'une France historique, marquée à la fois par une laïcité non négociable et par une culture judéo-chrétienne qu'il convient d'assumer, peut être en mesure de se faire respecter.

Ceux qui refusent ce principe de fermeté seul apte à tracer des limites sont des supplétifs de l'islamisme, qu'ils en soient ou non conscients, à commencer par le philosophe Alain Badiou, qui en est réduit à écrire dans une tribune libre du *Monde* (17 janvier 2015) que les voyous qui agressent et tuent des juifs en France ne sont que des fascistes camouflés en musulmans. Formidable sophisme qui en dit long sur l'inconscient des antifascistes en France pour qui l'ennemi ne peut jamais être l'autre, celui qui vient d'ailleurs, mais le proche, le Français de « souche » généré par la France profonde qui cultive sous serre la bête immonde du pétainisme.

Faisons ici un aparté. Il y a en France, et ce depuis longtemps, un vaste parti intellectuel de la collaboration avec l'Autre, l'étranger, paré des attributs de l'Universel. Ce parti mobilisait hier pour l'URSS et ses alliés – que l'on se souvienne de la trahison du normalien Georges Pâques sur lequel Pierre Assouline a écrit un beau roman³⁴. Mais aussi pour porter les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

légitimité quelconque pour faire honte de quoi que ce soit, à qui que ce soit. Quoi de plus dérisoire que l'étalage, par les people, de leurs bons sentiments ? Quoi de plus affligeant aussi que de constater que parmi les personnalités les plus primées par les Français qui, chaque année, participent aux sondages ne figurent jamais un grand scientifique, un artiste, un chef d'entreprise ou un intellectuel⁴⁰ ?

Nous vivons un étrange renversement de l'histoire, l'impérialisme colonial qui fut autrefois celui de l'Europe et notamment de la France, à travers les Lumières, a été inversé : ce sont les autres, désormais qui nous apportent leurs Lumières, fussent-elles sombres. Et c'est pourquoi, inconsciemment, le fait que la France soit désormais investie par des populations extra-européennes est vécu comme une chance par ceux, multiculturalistes mais aussi parfois chrétiens, qui forment l'essentiel de ce que nous nommons ici le « clergé humanitaire ». Écoutons les sentences de l'Église de France sur la « légitime diversité humaine » à propos des Roms et celles du clergé laïque qui officie dans les médias : elles se ressemblent étrangement. Les « Autres », Africains, Arabes, Roms, peu importe qui du moment qu'ils proviennent de contrées censées être déshéritées, sont là pour nous inculquer le partage, nous qui avons abandonné les « vraies valeurs » pour l'hédonisme, le consumérisme et l'individualisme, au fond pour l'égoïsme.

« La France a maintenant retourné contre elle-même sa passion de l'universel. Aujourd'hui, ce qui est bon pour le monde est réputé bon pour la France. La France martyrise les Français au nom d'un universel avec lequel elle s'obstine à se confondre malgré l'évidence du contraire »,

écrit l'historien du droit Jean Louis Harouel dans son dernier livre⁴¹. Il ajoute :

« Tout français qui ne communie pas dans le bavardage ambiant sur le “respect de l'autre” est suspecté de racisme. »

N'est moral aux yeux d'une certaine gauche que ce qui tend vers l'Un : l'humanité globalement appréhendée comme un Tout. Tout ce qui procède de l'origine est douteux, tout ce qui tend vers l'universel est valeur. La spécialité de l'intellectuel français est de s'imaginer plus grand s'il fustige le particulier. Il n'existe pas d'intellectuel italien qui ait brandi l'italophobie comme ce fut le cas en France de la francophobie. Pourquoi ? Parce que quand vous êtes italien vous n'avez pas de compte à rendre au tribunal de l'Universel. Tandis que l'intelligentsia française, depuis Voltaire, se croit tenue de se juger à l'aune de ce tribunal. L'Italie est une grande nation culturelle, mais elle n'a jamais prétendu être une grande nation politique en indiquant le sens de l'Histoire. La France, si. Lisons Voltaire, mais aussi Hugo, mais aussi Sartre ou Camus, ou plus près de nous leurs descendants et leurs caricatures, tels BHL ou Glucksmann, qui, dans son livre sur Voltaire⁴², lui qui n'a jamais manifesté de souci particulier à l'endroit des Palestiniens privés d'État, donne des leçons de morale au Français à l'endroit des Roms, comme il en donne aux Russes à l'endroit des Tchétchènes et, abandonnant toute mesure, compare Poutine à Hitler. Et c'est pourquoi nous sommes plus que sceptiques quant aux exhortations humanitaires concernant les Roms qui génèrent un phénomène d'aversion massif, alors qu'ils sont peu nombreux. À cet égard, rien n'est pire que les postures déclamatoires de ceux qui s'excluent d'emblée de ce genre de sentiment. Rien

n'est pire que la fatuité de ces narcisses du cœur qui se prétendent indemnes des sentiments que quiconque peut éprouver à l'endroit de gens dont la promiscuité forcée les exaspère. Les intellectuels et les penseurs sont, comme tout un chacun, sujets à l'aversion.

Le colonialisme français était pétri de bonne conscience universaliste. Aujourd'hui nous vivons l'inversion de ce paradigme : tout ce qui vient de « l'Autre », notamment de l'Afrique et du Maghreb, est bon pour nous. Ceux qui, notamment à gauche, prisait l'idée coloniale parce qu'elle nous rapprochait de ceux que nous prétendions instruire, ont inversé leur universalisme. Ils sont heureux de communier dans ce culte de l'Autre qui, selon la vulgate, nous « enrichit ». Il est important de comprendre que cette notion d'Autre ne se confond pas avec celle d'Étranger. L'auteur de ces lignes se sent parfaitement xénophile et il ne déteste pas le fait qu'il y ait à Paris des quartiers chinois ou africains. Mais le culte de l'Autre n'est pas une xénophilie. Le xénophile s'intéresse à l'autre en tant qu'autre, tandis que « l'altérophile » aime l'autre dans une relation ambiguë où il a parfois tendance à se confondre avec lui. Si nous allons en Thaïlande ou en Chine, nous rencontrons des gens distincts de nous par la langue et les mœurs, etc. Ces autres-là ne sont pas nous. Tandis que la colonisation a créé des liens équivoques où se trame un mélange de familiarité et de rivalité. Ambivalence qui n'est d'ailleurs valable que pour nos anciens colonisés d'Afrique ou du Maghreb. Si l'État expulse des Chinois en situation irrégulière, il est probable que nulle manifestation ne viendra troubler l'ordre public. À l'argus de l'indignation morale, des centaines d'entre eux ne valent pas le sort d'une famille d'Africains.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

discutables. C'est cette liberté, en fin de compte, qu'une certaine religion humanitaire, qui est tout à la fois universaliste et immigrationniste, en somme mondialiste, met à mal.

44. *Mit Brennender Sorge*, Encyclique contre le nazisme, 1937.

45. *La Nature et la Loi*, Cerf, 2014.

46. Éditions Jean-Cyril Godefroy, 2012.

3 - Le narcissisme : religion ultime de l'Occident ?

« La torpeur moderne vient du respect illimité que l'homme a pour lui-même. Quand je dis respect, non-culte, fétichisme [...] C'est une chose curieuse comme l'humanité, à mesure qu'elle se fait autolâtre, devient stupide. [...] L'adoration de l'humanité pour elle-même et par elle-même [...] ce culte du ventre engendre du vent. »

Gustave Flaubert⁴⁷

Une certaine autolâtrie, ou idolâtrie de l'individu par lui-même, semble caractériser l'Occident contemporain. Cette autolâtrie prend la forme d'un type de narcissisme inédit tel que le véhiculent Internet et les réseaux sociaux, où n'importe quel quidam peut émerger de son anonymat en se mettant en scène pour éprouver la sensation d'exister pour autrui, donc pour lui-même. Ainsi, tout un chacun peut-il, grâce à Facebook par exemple, accéder à un minimum de « reconnaissance ». Dans le même temps, cette tendance massive à l'exhibition suscite un sentiment de saturation, voire de dégoût. Le propre de l'exhibitionniste n'est pas seulement d'apparaître dans une situation intime, mais de vous contraindre à le prendre en considération. Il suffit par exemple d'aller sur Yahoo pour être aussitôt assailli d'images ou d'informations dont le contraste entre l'insignifiance et l'exubérance suscite un sentiment de malaise, si bien qu'Alain Badiou n'a pas eu tort de qualifier la démocratie contemporaine de « pornographique ». Ainsi, en pleine guerre à Gaza, au moment même où des bombes tuaient

des enfants jouant sur une plage, information mise en image sur Yahoo, l'internaute pouvait en savoir plus sur le slip de Ronaldo photographié lors d'une apparition de la star en petite tenue ou sur les dernières frasques de Nabila. C'est cette sensation de vrac de « l'information », puisque n'importe quoi peut prétendre au statut « d'information », qui contribue au sentiment d'obscénité ambiante.

Ce qui rend le Moi obscène n'est pas le fait qu'il soit un Moi, mais que ce Moi prétende au rayonnement à travers la simple manifestation de soi, comme preuve de ce rayonnement. L'obscénité surgit du contraste entre le caractère intempestif et aléatoire de la manifestation de soi et le peu d'Être dont cette manifestation témoigne. « Il y a si peu d'Être en l'homme » écrivait Chateaubriand. Plus l'exhibitionnisme se diffuse et plus le sentiment d'insignifiance s'accroît et, avec lui, celui de l'obsolescence de l'homme. Tout se passe, en quelque sorte, comme si nous étions arrivés au terme d'un long processus où l'individu d'Occident, car il n'y a véritablement d'individu qu'occidental, signait lui-même sa propre obsolescence métaphysique. Plus l'individu prend la place de l'Être et plus le « désert croît » (Nietzsche) et ce pour une raison somme toute logique : c'est que l'individu n'est pas le foyer de l'Être. Ce qui, en nous, mérite éventuellement d'être estimé n'est jamais notre idiotisme, mais ce que nous exprimons à travers nous. Par exemple on s'étonne parfois d'être déçu en rencontrant, en chair et en os, un grand comédien ou un écrivain. Ce qui nous fascinait à travers leurs œuvres n'est plus là. C'est que ce qu'ils exprimaient ne leur appartenait pas en propre, mais passait par eux, ils en étaient les médiateurs. Nous ne sommes pas les possesseurs exclusifs de ce que nous avons de meilleur, parfois à notre insu. Ainsi un enfant ou un adolescent n'est jamais plus

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

« Peut-être ne plus avoir à espérer... » Ce mot montre combien Foucault était en phase avec l'époque : les années 80 ont vu une certaine conception du libéralisme triompher, marquée par une décollectivisation de l'espérance et une privatisation des valeurs. Le communisme fut une espérance tragique, tandis que la démocratie libérale n'est pas une espérance, mais une vision raisonnable de l'avenir, la seule possible selon Francis Fukuyama, dont le livre *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*⁵³ paru en 1992 aura un retentissement mondial parce qu'il énonçait en termes simples et cyniques l'idée que la démocratie libérale était le meilleur des mondes possibles, le seul viable, à condition d'admettre que les grandes ambitions collectives fussent révisées à la baisse, le sublime du héros n'étant pas à la portée du « dernier homme », seulement avide de bien-être et de divertissement.

Si nous mettons en rapport l'impact de ce livre et la formidable notoriété de Michel Foucault, ce n'est pas pour réduire la pensée de Foucault à un appendice sophistiqué du libéralisme. Libertaire, la pensée de Foucault avait ceci de commun avec le néo-libéralisme ambiant que toutes les entités qui prétendent orienter les citoyens dans leurs choix n'ont plus cours, à commencer par l'État, qui n'est plus habilité à définir la notion de « bien commun ». À l'instar des libertariens, Foucault ne croit pas en la notion de bien commun, qui suppose un monde commun devenu infondable dans un univers où toute vérité est devenue relative. Et c'est ici que la gauche se trouve prise dans les rets d'une contradiction : libertarienne sur le plan des mœurs, elle reste interventionniste sur le plan social et moralisatrice sur le plan des valeurs, les fameuses « valeurs républicaines » censées être obligatoires dans un monde où plus rien ne l'est.

Dans son livre de mémoires, *Et dans l'éternité je ne m'ennuierai pas*⁵⁴, Paul Veyne dresse un portrait intellectuel de Foucault qui nous semble d'autant plus crédible que l'auteur n'est pas foucaldien :

« [...] Foucault n'avait pas d'idées générales, n'était ni de droite ni de gauche, ne croyait pas plus en la vérité de l'ordre établi qu'à la Révolution et ne professait pas de doctrine politique, en revanche il se sentait indigné par les QHS⁵⁵ dans les prisons françaises, par les asiles psychiatriques ou par le sort tragique des *boat people* qui fuyaient le Vietnam, il agissait, il devenait très militant. Il a milité pour la légalisation de l'avortement. "Quand c'est insupportable, on ne supporte plus", disait-il pour expliquer ses interventions. »

Quelques lignes plus loin, Paul Veyne écrivait ceci au sujet de l'historicisme radical de Foucault :

« La philosophie de Foucault, son scepticisme, son relativisme ont pour point de départ un constat historique : le passé de l'humanité est un gigantesque cimetière de vérités mortes, d'attitudes et de normes changeantes, différentes d'une époque à l'autre, toujours dépassées à l'époque suivante. »

Soit. Mais alors à partir de quel point de vue considérer qu'il y a de « l'insupportable ? » Et d'où vient ce sentiment ? Qu'est-ce qui, en nous, se révolte devant la situation des prisonniers des QHS par exemple ? Un sentiment d'humanité ? Mais sur quoi le fonder au juste, puisque aucun principe universel, selon Foucault, ne peut garantir cette notion ? Les

Aztèques qui sacrifiaient les prisonniers de guerre pour les immoler au Soleil semblent s'être accommodés de la souffrance de leurs victimes. Les bourreaux nazis aussi, même si la plupart d'entre eux, contrairement à la légende – mais c'est peut-être justement ce qui est le plus inquiétant – n'étaient pas des sadiques patentés. Autrement dit, si l'on est historiciste et relativiste, comme l'était Foucault, on doit pouvoir considérer que ce qui est insupportable aux yeux de certains est supportable à d'autres, par exemple les gardiens des QHS ou les exécuteurs de la peine de mort.

Et pourquoi leur point de vue serait-il moins légitime que celui de Foucault, si nulle loi ne vient étayer la légitimité d'un point de vue sur un autre ? Si l'on est nietzschéen au sens conséquent du terme, puisque Foucault se prétendait tel, il faut l'être jusqu'à l'acceptation d'une radicale inhumanité de l'homme. Or Foucault, et c'est ici qu'est à notre sens l'aporie de sa pensée, était avant tout « révolté » quand l'institution pratiquait une violence coercitive, par exemple à travers la peine de mort. En quelque sorte, et c'est là qu'une certaine perversité, à notre sens, se manifestait chez lui, et encore plus chez Deleuze, ce n'était pas l'inhumanité qu'il condamnait, ni même la violence ou la cruauté, mais qu'elles émanent de la loi.

Et l'on peut parier que les héritiers de Foucault, qui ne se sont jamais souciés de la terreur que les bandes de caïds font peser sur certains quartiers de nos villes, par exemple à Marseille, viendront, à coup sûr, demain protester contre la brutalité de l'État, s'il s'avérait que celui-ci se donne les moyens d'exercer sa violence légitime pour désenclaver, y compris par des moyens militaires, des quartiers occupés par les mafias. Car le propre de cette gauche anti-répressive – ici l'œuvre de Jean-Claude Michéa est à notre avis définitive – est de redécouvrir la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

à certains grands moments de son histoire, que parce qu'elle ne l'avait pas oublié. Notre redressement sera à ce prix, ou ne sera pas. La France est une continuité historique. Aux hommes politiques de s'en souvenir ou de se condamner à la futilité d'un spectacle dérisoire.

56. Valéry Giscard d'Estaing, la *Revue des Deux Mondes*, entretien, octobre 2015

57. *À gauche les valeurs décident tout*, Éditions Plon, 2015.

Table des matières

En guise d'introduction : pourquoi la gauche peut mourir

PREMIÈRE PARTIE: LA GUERRE DE L'IDENTITÉ

- 1) Identité de la France : le débat occulté
- 2) La France et la République : deux notions à distinguer
- 3) À propos du voile islamique : où sont passés les hommes ?
- 4) Communautarisme français : essai de généalogie
- 5) Nationalité, identité : en passant par Marseille
- 6) Nationalité et identité : en passant par la Corse

DEUXIÈME PARTIE : LES FRANÇAIS ONT-ILS DES DROITS SUR LA FRANCE ?

- 1) La République française est aussi un pays
- 2) Nation : le paradigme israélien
- 3) Pourquoi les juifs ont-ils peur ?
- 4) Islamisation de l'Europe : Houellebecq visionnaire ?
- 5) Les catholiques et l'islam : la nature du défi

TROISIÈME PARTIE : **LA TYRANNIE COMPASSIONNELLE**

- 1) De l'impérialisme colonial à la religion humanitaire
- 2) L'Église, l'Europe et les droits de l'homme
- 3) Le narcissisme : religion ultime de l'Occident ?
- 4) Un nouveau bêtisier : la fraternité animale
- 5) De Jean Jaurès à Michel Foucault : le déclin de la gauche

Conclusion La République insuffisante

Achevé d'imprimer par XXXXXX,
en XXXXX 2016
N° d'imprimeur :

Dépôt légal : XXXXXXXX 2016

Imprimé en France